

10.

La lutte contre les inégalités au bénéfice de la croissance

Le lien entre inégalité et croissance est un vieux débat : d'un côté, l'inégalité aurait un effet positif sur la croissance à travers l'épargne individuelle et les incitations à investir ; mais une distribution inégale des ressources peut limiter l'accumulation du capital en présence d'imperfection de crédit, restreindre l'accès à l'éducation et engendrer de l'instabilité politique et sociale.

Nous reviendrons sur la notion d'inégalité : inégalité de fait au sein d'un pays, entre les pays, entre nous, « citoyens du monde » ? Inégalité des opportunités : deux enfants de talent identique ne connaîtront pas à la naissance les mêmes circonstances sociales, l'un ira à l'école mais pas l'autre. S'agit-il, non pas d'inégalité, mais de mobilité sociale, c'est-à-dire, de notre capacité à évoluer entre les différentes strates de la société, fût-elle inégalitaire ?

L'inégalité peut évoluer vite ou lentement. Une crise macro-économique courte peut durablement modifier l'égalité des opportunités. Quelles contributions le marché et les politiques publiques peuvent-ils apporter à la construction d'une société plus équitable ?

Contribution du Cercle des économistes

Akiko Suwa-Eisenmann

Témoignages

François Bourguignon • Frédéric Lavenir • Nora Lustig • Thierry Martel
Jayendra Naidoo

Modérateur

Guillaume Duval

Urgence de la lutte contre les inégalités

Akiko Suwa-Eisenmann

La lutte contre les inégalités qui se creusent pendant la crise, c'est l'urgence, rythmée par les mouvements *Occupy Wall Street* ou celui des Indignés. Cette session est l'occasion de prendre du recul, de comprendre le lien entre inégalité et croissance, afin de réfléchir aux modes d'interventions correctrices en s'inspirant de l'exemple d'autres pays.

Tout d'abord, il faut revenir sur ce que recouvre la notion d'inégalité. Ensuite, on s'interrogera sur la relation entre inégalité et croissance et comment elle s'inscrit dans le temps : ce peut être la durée longue des mutations structurelles, l'horizon d'une ou plusieurs générations familiales, ou le choc brutal de la crise macro-économique. Ces aspects multiformes de la relation entre inégalités et croissance invitent à explorer la vaste palette des mesures redistributives.

■ L'inégalité de fait

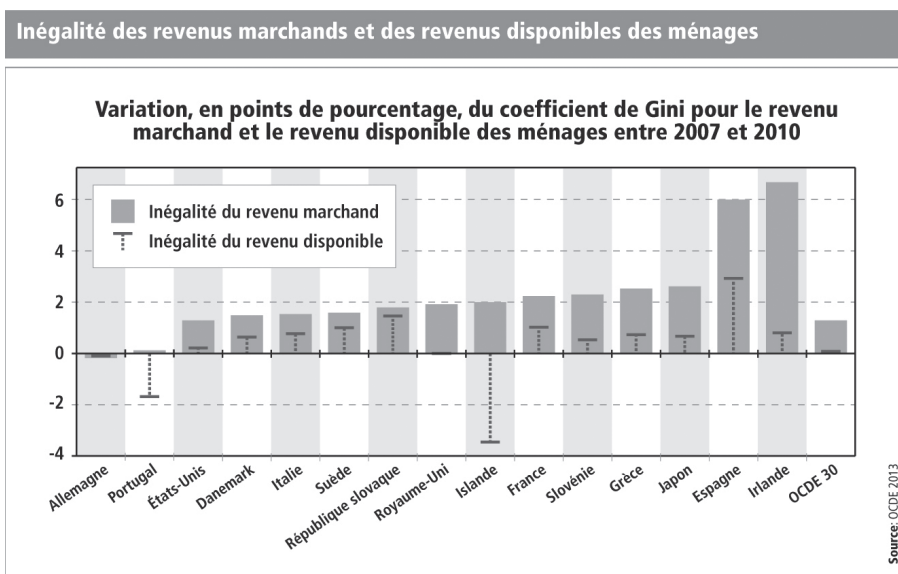
Une définition usuelle de l'inégalité la considère comme l'écart des revenus à l'intérieur d'un pays, par rapport à la moyenne. L'inégalité ainsi définie mesure la manière dont sont répartis les fruits de la croissance. La croissance augmente le revenu moyen : quelle part de cette augmentation générale ira à chaque ménage ?

■ La croissance, source d'inégalité

On peut penser raisonnablement que la rémunération doit être différenciée selon l'effort et le talent de chacun. L'inégalité qui en résulte se justifie par l'effort investi et par de meilleures idées en vue de développer de nouvelles activités ; on doit accepter cette inégalité, par esprit de justice et par souci d'efficacité afin de préserver les incitations récompensant l'effort et le talent. Ainsi, la croissance génère-t-elle inévitablement de l'inégalité.

Cette vision est à la base de la conjecture de Kuznets (1955). À mesure que le secteur moderne se développe, offrant des emplois plus productifs que le secteur traditionnel, donc mieux rémunérés, l'inégalité augmente. Lorsque le secteur moderne couvrira l'ensemble de l'économie, l'inégalité se résorbera d'elle-même. La relation macro-économique sur longue durée entre inégalité et croissance prendrait la forme d'une courbe en cloche. Empiriquement, la validité de la courbe de Kuznets est ténue ; on trouve à tout niveau de développement, autant de pays associant croissance et augmentation de l'inégalité, que de cas contraires. Aucune relation statistique n'apparaît entre ces deux variables.

La conjoncture de court terme peut également avoir un impact sur l'inégalité. Le graphique ci-dessous montre l'évolution des inégalités de revenus entre 2007 et 2010, dans quelques pays de l'OCDE. Le graphique distingue entre les revenus primaires (revenus marchands) et après impôts et transferts (revenus disponibles). On voit que l'inégalité primaire augmente dans la plupart des pays de l'OCDE, particulièrement dans les pays les plus touchés par la crise. Cependant, la redistribution sociale a contribué à atténuer cette hausse de l'inégalité.



Rien n'assure pourtant que l'effet de la conjoncture sur l'inégalité soit temporaire. Au contraire, l'expérience des pays en développement pendant les crises des années 90 montre que les ménages peuvent être amenés à vendre des actifs ou à raccourcir les études de leurs enfants, pérennisant ainsi les conséquences de la crise sur leur situation future. On aborde là un autre aspect, inter-temporel, de l'inégalité.

■ L'inégalité initiale, obstacle à la croissance

La relation entre inégalité et croissance ne va pas que dans un sens. S'il ne suffit pas d'avoir un bon projet d'investissement pour le voir financé mais qu'il faut présenter des garanties et un collatéral, seuls les candidats entrepreneurs au-delà d'un certain seuil de richesse pourront accéder au crédit. Dans ce cas, de bons projets qui auraient généré de la croissance ne verront pas le jour, en raison de la répartition inégale de la richesse initiale.

■ L'inégalité des chances

À côté de la notion d'inégalité comme une inégalité de fait, dont nous avons parlé jusqu'ici, il existe une autre définition de l'inégalité, l'inégalité des chances. Cette notion est issue des travaux de John Rawls en philosophie politique et en économie, d'Amartya Sen et John Roemer. L'inégalité des chances ne porte pas sur les revenus mais sur les opportunités offertes à chacun ; elle n'est pas du ressort de la responsabilité individuelle mais provient des circonstances. L'exemple type est un enfant : né au mauvais endroit au mauvais moment, il ne mangera pas à sa faim, ne sera pas soigné correctement et ne pourra pas aller à l'école, sans que cela dépende de lui. Dans ce cas, l'inégalité des chances, en empêchant le plein développement du potentiel de chacun, constitue un frein à la croissance future. Dans cette définition, l'égalité des chances se rapproche du concept de mobilité sociale, c'est-à-dire de la capacité d'un individu (ou d'une famille) à évoluer dans les différentes strates de la société. Si les chances étaient égales, la mobilité sociale serait élevée car l'accès à tel ou tel métier dépendrait seulement du talent et de l'effort, et non de l'origine sociale.

■ Quelles mesures redistributives ?

À la lumière de ces définitions, on voit que les mesures redistributives peuvent intervenir à plusieurs niveaux. À court terme, des filets de protection sociale, qu'ils soient publics (programme d'emploi temporaire, assurance chômage) ou privés (assurances), peuvent protéger les ménages des fluctuations conjoncturelles, sans qu'ils aient à se défaire d'actifs vitaux. À moyen terme, l'imposition et les transferts sociaux redistribuent les revenus primaires conformément au choix de société que constitue l'ampleur de l'inégalité admise au titre de la récompense de l'effort et du talent. À long terme, l'égalité des chances pourrait être obtenue par des mesures drastiques et de ce fait, difficiles à réaliser, comme la réforme agraire ou la redistribution d'actifs. Elle peut aussi être poursuivie par des transferts conditionnels de revenu : ce sont des transferts accordés aux ménages pauvres, à condition qu'ils respectent des obligations de scolarisation et de soins. Ces « transferts intelligents » se sont remarquablement développés en Amérique centrale et latine (programmes *Progresa* au Mexique, *Bolsa Escola* au Brésil).

Declining Inequality and Social Discontent in Latin America

Nora Lustig
Tulane University

We have seen a phenomenon in Latin America which is quite remarkable. In the last 10 years or so, practically every country in the region saw its inequality indicators fall, sometimes by pretty significant amounts. This started in some countries in the mid 1990s, like Mexico, or at the end of the 1990s, like Brazil and Chile. We have had a persistent decline in inequality, which is remarkable because Latin America is the region with the highest inequality. It is also remarkable because it is very seldom that you see so many countries experiencing this at the same time. It is also remarkable because in the rest of the world, inequality has been on the rise. The reduction in inequality was very important for poverty reduction. About 50% of the decline in poverty that happened in Latin America in the 2000s is attributed to the decline in inequality, not just growth. It has been quite a remarkable process of social progress.

Everybody is interested to learn what has happened in Latin America that made this sort of phenomenon happen. When you start to look into the factors that explain the decline in inequality in Latin America, there are two main factors that stand out. The first one is in the labour market. What happened is that everybody's wages increased, because Latin America had good growth during those years and the wages at the bottom, of the less educated, increased by more than those at the top. In other words, you had what we in economics call a "decline in the skill premium:" *i.e.*, a lower increase in the (relative) return to higher education than there had been in the past. That explains about 50% of the decline in inequality, on average.

The other factor is that Latin America introduced much more progressive public spending. In particular, as you know, Latin America championed the conditional cash transfers which now exist in almost every country in the region. They exist on a very large scale in Brazil and Mexico. In Brazil, you have 50 million people that benefit from *Bolsa Familia*, and in Mexico, you have about 20 million people that benefit from *Oportunidades*. These redistributive mechanisms were quite efficient in reducing both poverty and inequality. That has also been matched with much wider access to education and health at the bottom of the population.

This is the good news. But then we see all that is happening in terms of demonstrations of social discontent. Everybody is focusing on Brazil, because it is the largest country and whatever happens there makes the news. However, there have been protests happening in many countries in Latin America in the last five years. In some cases, they have been occurring for quite some time. How do you reconcile this increasing social discontent with the significant decline in inequality, reduction of poverty, increasing access to social services?

► **Inequality measures do not tell everything**

We are all trying to explain this apparently contradictory, paradoxical situation. Personally I think that it is linked to something that inequality measures do not tell us.

For example, the frequently used Gini coefficient is currently lower than it was between 2000 and 2010. However, you do not know who went up or down within these changes in inequality. That is, one cannot tell who lost and who gain with typical inequality measures. And, even if some groups did not experience a loss, those who were expecting to go further up than what they did, compared their situations to others who did go up. Losers and frustrated expectations in terms of gains can be a source of great discontent.

► **Who are the losers?**

Let me mention three cases to illustrate this. In Argentina, for example, there has been massive redistribution through a new pension system, which is called a *moratorium pension*. This gives access to the minimum pension of the formal system to people who have never contributed to the system. By the way, it was very beneficial for women, because they are the ones who were not in the labour force. So it looks good; it makes some significant redistribution happen. The problem is that a lot of it has been funded by people who are in the formal system, whose pensions have not been increasing at the rate of inflation and this has created a lot of discontent.

In the case of Brazil, the shouldering of the redistribution has been supported primarily by what you could call the emerging middle class and the middle class. These people are not seeing the benefits of redistribution, because what they need is different from what the poor need. They have healthcare; they have access to tertiary education; what they probably want is better transportation and better-quality education. They also want quality of life in terms of not seeing that the top actually exploits the benefits of being in charge of the state coffer.

You have probably followed the student movements in Chile. People are in a situation where for the first time, they have access to tertiary education. You could wonder what is going on. There has been a massive increase in access to tertiary education for people who were not able to do it before, so why is there discontent? It turns out that a lot of these people had to borrow in order to go to university (this is because it is not a public system; a lot of them go to private universities and had to borrow). It turns out that this very process of reducing returns at the top relatively over time has been a problem for those people who borrowed as many of them have a very hard time paying back. The salaries that they are receiving are far below what they expected to receive in order to make good on their debts. They are frustrated and they want things to change in particular in terms of being able to benefit from high-quality public education. For the time being, they feel cheated by something that was supposed to create more opportunities, but did not.

I think that what these stories are telling us is that we have to be quite careful about coming to knee-jerk conclusions about good news. There is undoubtedly good news in terms of reduction in inequality and poverty. However, we have to look at the system in much more detail, if you like, to see who the winners and losers are. We must also consider whether we want those who are losing to be the ones that should be in a process of redistribution. This is because we may not be doing it right.

Fighting Inequalities for the Sake of Growth

Jayendra Naidoo

J&J Group

I am not a trained economist. My perspective on this subject is shaped by my work firstly as a trade-union leader during the 1980's and 1990's, then by my role as director of the tripartite institution set up after our first democratic election for social and economic policy and legislative reform, and finally over the last decade as a founder and executive of an investment company.

1. During the early 1990's, as apartheid in South Africa neared its end and a bright future of democracy beckoned, many conferences debating the best alternatives for its future were held. On one side of the debate was big business, public enterprises and the outgoing government promoting the idea that ending poverty and decades of social and economic discrimination required a "bigger economic cake" so higher growth was the number one priority. On the other side, the social movements that had fought against apartheid and which were now poised to enter government took the different view that the highest priority was implementing new social policies and making new public sector driven investments directed at redressing the legacy of discrimination and exploitation.

2. This debate has continued since the 1994 elections through new institutions set up to seek consensus on social and economic policies, and in the everyday cat and mouse battle between Government and Business interests. In this cat and mouse game Government seeks to extract more social and investment outcomes from the economy and businesses seek to reduce their risks and improve their returns. Frequently well meant measures often produce unintended results because businesses always find a way to escape from the things that do not help them make a return on their investment.

3. South Africa had experienced a high growth rate of over 5 per annum on average from 1960 to 1974. But this was within a «two-track» economic system that had stripped the so called «non white» peoples of their land, economic participation rights, access to higher education, limited rights of movement and many other restrictions. Two nations coexisted in one country –a minority white nation on par with the living standards of the most developed countries, and a much larger black nation on par with the living standards of the least developed nations.

4. This high growth combined with rising inequality produced an unsustainable society. From the mid 1970's, rising social protests and mass action, the growth of radical trade unions and civic organizations, international pressure with sanctions and disinvestment, and the high cost of a delegitimized police state style of civil administration brought the growth of apartheid South Africa to a grinding halt.

5. After the 1994 elections and the establishment of democracy, legal inequalities were removed and policies adopted to redress the historical legacies. New labor laws were enacted, a new competition system to restrict the power of dominant companies was established, social welfare grants were extended massively today covering the bottom 40% of the South African population, economic ownership and participation by blacks and women was promoted, and a huge rollout of infrastructure for electricity, water, telecoms, and roads to the general population was undertaken. These measures were managed within conservative financial parameters such that SA's net debt is currently relatively low. SA is experiencing the longest sustained growth in its history. The middle class has doubled in size in this period, with the new entrants being mainly black South Africans.

6. Yet inequality measured by the Gini coefficient has increased, social protests and strikes have mushroomed, the rand is amongst the most volatile currencies driven by chronic trade imbalances and negative perceptions on internal social stability, official unemployment is approximately 25% and nearly 50% of youth are unemployed. A new divide now exists between two large sub groups: a multiracial «wealthy nation» and a mainly black «poor nation». While education, health, unemployment, corruption and crime are the South African governments stated current priority challenges, the wealthy side of SA enjoys access to private education, health, security on par with the best in the world.

7. Growth is a necessary condition –but on its own insufficient– for ending inequality and poverty, and political democracy is also a necessary but insufficient condition. The quality of social participation is very crucial. An economy is driven by the actions of vast numbers of individuals and

10. La lutte contre les inégalités au bénéfice de la croissance

organizations. Achieving both higher growth and higher equality requires aggregating and harnessing these actions. This in turn requires a rare combination of clear and decisive leadership, good planning, understanding and trust between the main players and citizens. Of fundamental importance is the realignment of the incentives that drive the behavior of the various vested interests, which have been built up over long periods and which do not always suit the current social, technological, and economic imperatives of the present time.

Croissance et inégalités, une relation complexe

François Bourguignon

École d'économie de Paris

L'idée que la croissance, si elle est rapide, va à la fin des fins permettre de satisfaire tout le monde, est une vision que nous avons eue pendant très longtemps. Un organisme comme la Banque mondiale a fonctionné sur cette base pratiquement depuis sa création et jusqu'à il y a une dizaine ou une quinzaine d'années. La conviction était que seule comptait la croissance et que peu importait comment elle était obtenue dans la mesure où l'on pourrait toujours redistribuer son produit.

D'une certaine façon, les économistes ont assez longtemps cru en cette dichotomie entre croissance d'un côté et redistribution de l'autre. Il n'y a guère qu'une vingtaine d'années que nous avons compris que distribution, redistribution et croissance n'étaient pas indépendants et qu'il fallait prendre en compte la distribution des ressources productives et des revenus et leur degré d'inégalité dans les stratégies de développement, qu'il s'agisse des économies pauvres, émergentes ou développées.

Je voudrais essayer de résumer en quelques minutes la compréhension que nous avons aujourd'hui de cette relation complexe entre développement et inégalité. Je vais le faire de façon simplificatrice, et peut-être provocatrice, faute de temps mais pour que le message soit plus clair.

Le point essentiel, c'est que l'inégalité a plusieurs dimensions : inégalité des revenus, inégalité des chances, inégalité intergénérationnelle, inégalité face à la possibilité de faire entendre sa voix dans la décision publique, etc. Toutes ces inégalités jouent un rôle dans le processus de développement et de croissance. On a tendance à se concentrer sur la distribution des revenus,

parce qu'elle est la plus directement observable et que, dans une certaine mesure, elle résume les autres dimensions. Mais, malheureusement, ce n'est probablement pas la bonne dimension sur laquelle agir.

S'il y a un message que je voudrais faire passer ici, c'est celui-là. La distribution des revenus est importante en tant que l'un des indicateurs de l'inégalité, mais ce n'est pas nécessairement là qu'il faut agir pour d'une part améliorer les conditions du développement et d'autre part diminuer le niveau d'inégalité dans la société. Une trop grande inégalité des revenus par rapport à un certain contexte est le symptôme d'un mauvais fonctionnement de l'économie. Pour le corriger, il faut agir en amont. C'est cela le point essentiel.

► **Pourquoi cette inégalité des revenus peut-elle ne pas être efficace en termes de croissance ?**

Prenez l'exemple suivant. Un pays décide de diminuer la TVA – impôt sur la consommation qui touche à peu près tout le monde et qui ne produit pas de distorsions importantes dans le comportement des agents économiques – et de compenser le manque à gagner par un impôt sur le revenu des tranches supérieures au taux de 75%. La distribution des pouvoirs d'achat en sera moins inégalitaire. Mais a-t-on des raisons de penser que cette économie va se mettre à croître plus vite ? En réalité, l'inverse est tout à fait possible. Il n'est pas sûr non plus que la politique opposée – augmenter la TVA et réduire la progressivité de l'impôt sur le revenu – ait plus d'impact. On voit que la redistribution des revenus, en tant que telle, n'est pas nécessairement un levier très direct pour peser sur la croissance.

► **Sur quelles inégalités faut-il agir ?**

Sur toutes les inégalités qui se situent en amont de l'activité économique, toutes les circonstances qui font que les gens sont inégaux dans leur capacité à générer des revenus. Inégalité vis-à-vis de la qualité de l'enseignement, voire de la disponibilité d'écoles dans les pays pauvres ; inégalité vis-à-vis du crédit, vis-à-vis du marché du travail – discrimination sexuelle ou ethnique ; inégalité de l'environnement, de l'accès aux soins de santé, etc... Tous ces éléments sont des inégalités fondamentales qui déterminent d'une part l'inégalité finale que l'on observe dans les niveaux de vie et qui en même temps sont responsables d'une certaine inefficacité dans le fonctionnement de l'économie.

Quelques exemples pour illustrer ce propos. Imaginez que vous êtes dans une économie dans laquelle, pour obtenir un crédit auprès d'une banque, vous avez besoin de montrer un certain collatéral ou de montrer que vous avez des gens qui sont prêts à garantir que, si vous ne remboursez

pas, ils se substitueront à vous. Imaginez aussi que vous avez un magnifique projet d'investissement, mais pas de collatéral. Vous allez voir un banquier pour le convaincre de l'excellence de votre projet et lui demander un crédit. Sans garantie, il refusera tout net de vous prêter de l'argent.

Mais supposez maintenant que quelqu'un qui vient d'un peu plus loin a un projet tout à fait médiocre par rapport au vôtre. Il connaît beaucoup de monde et/ou dispose d'un certain patrimoine. Il a le collatéral, il a les garanties. Il va voir votre banquier, qui lui accorde immédiatement le crédit dont il a besoin.

Au total, on entreprend donc un projet dont le rendement est médiocre, et l'on renonce à un projet dont le rendement serait plus élevé. C'est un cas évident d'inefficacité économique qui, par multiplication, entraîne un développement moins dynamique que ce qu'il pourrait être.

Les mêmes mécanismes sont à l'œuvre pour l'éducation, pour la protection sociale, pour l'accès à l'assurance santé ou contre des accidents de revenu conduisant à des trappes à pauvreté.

► **Peut-on corriger ces inégalités directement ?**

On ne peut pas redistribuer de l'éducation directement. Il faut nécessairement passer par la dépense publique, par exemple en homogénéisant la qualité des écoles ou en en créant de nouvelles. Il s'agit là d'une sorte de redistribution, l'impôt aujourd'hui améliorant le capital humain qui sera disponible dans 15 ans, et les revenus futurs. Il s'agit d'une redistribution à travers la croissance, pas d'une redistribution du revenu courant.

Ne croyez pas que ce que je viens de dire s'applique uniquement aux pays latino américains, à l'Afrique, aux pays émergent d'Asie. Cela s'applique aussi à la France. Des statistiques qui me semblent exemplaires dans le cas de la France sont les résultats de Pisa, cette enquête sur les performances scolaires des enfants de 15 ans dans différents pays du monde. La France se situe à peu près à la moyenne de l'ensemble des pays développés. Mais quand vous regardez la distribution des scores, vous vous rendez compte que la France est l'un des pays dans lesquels la variance des scores est la plus élevée. Le score moyen obtenu est le fait d'une élite très performante et d'un « bas de l'échelle » très médiocre. Voilà clairement une source d'inégalité et d'inefficacité.

Si on réduit ces inégalités en amont, si on égalise la qualité de l'éducation, si on améliore la protection sociale, etc., peut-on garantir que le taux de croissance va augmenter fortement ? Non, car il y a beaucoup d'autres déterminants que ceux-là à la croissance. Mais on aura en tout cas éliminé quelques-uns des freins importants au développement.

Pour une inégalité juste et efficace

Thierry Martel

Groupama

Quand j'ai lu le titre cette table ronde, «La lutte contre les inégalités au bénéfice de la croissance», me sont revenus en mémoire mes cours de physique. On y apprenait que des inégalités naissent des potentiels, et que des potentiels découlent les énergies. Je me suis demandé si je ne me lançais pas dans un exercice de résolution de l'oxymore de la croissance égalitaire.

Je crois finalement que ce n'est pas tout à fait le cas. Le marché est le moteur de la croissance, par une allocation optimisée des ressources et l'enrichissement des agents ainsi que par l'innovation et la productivité qu'il engendre. Mais tout le monde le sait : le marché pur n'existe pas. Les imperfections de son fonctionnement génèrent excès et asymétries débouchant sur des inégalités et des crises. Cela a pu être démontré sur tous les continents au fil des siècles : partout où le PIB moyen par habitant a fortement augmenté, cela ne s'est pas traduit par des réductions spontanées d'écart de revenus au sein des différentes nations.

► **Compenser les mécanismes des marchés**

Pour préserver la croissance, il est indispensable de s'intéresser aux inégalités que les mécanismes des marchés ne savent pas compenser. Pour deux raisons. D'abord pour une raison morale, liée à la nécessité de reconnaître la dignité fondamentale de chaque être humain. Mais aussi pour une raison plus utilitariste de recherche d'efficacité : dans la mesure où le marché ne fonctionne pas selon des principes idéaux, l'allocation des ressources n'étant pas optimale, elle génère des rentes, des positions dominantes et des inégalités, qui entraînent à leur tour des tensions sociales et politiques qui sont défavorables au fonctionnement du marché et finissent par tuer la croissance.

Par conséquent, il est nécessaire d'introduire des outils de régulation économique qui encadrent les dérives en recherchant un niveau d'efficacité

à la fois juste et efficace. Ce niveau optimum d'inégalité juste et efficace n'est constant ni dans le temps ni dans l'espace et dépend notamment des contextes culturels. Celui qui est dans la situation la plus défavorisée doit pouvoir accepter de vivre dans des conditions minimales sans avoir le désir de remettre en cause les fondements de la société. Il faut aussi que chacun dispose des conditions d'une vie digne, de réalisation de soi et de respect de soi. Il faut également que l'accès aux élites soit plus ouvert, pour assurer leur renouvellement et leur diversité, ce qui nécessite un système d'éducation développé. L'exemplarité des élites passera aussi par un système de mobilité dynamique, laissant une large place au mérite. Enfin, il faut que la régulation ne bride pas l'innovation, la création et la volonté d'enrichissement des agents économiques. Cela passe par une simplification des démarches administratives, une fiscalité incitative et une vraie valorisation de la culture d'entreprendre et de la réussite économique.

► **La contribution des assureurs**

Comment les assureurs peuvent-ils contribuer au débat et à la recherche de l'inégalité juste et efficace au service de la croissance ? Tout d'abord, par leur métier. L'assurance stabilise les sociétés car elle mutualise et prévient les risques dont la portée sociale est forte, et apporte de la sécurité, ce qui réduit les inégalités face à l'avenir. C'est par exemple le cas des assurances collectives en matière d'assurances de personnes et notamment de santé. En décorrélant partiellement la cotisation du coût du risque au sein d'une communauté solidaire, nous réduisons une inégalité fondamentalement injuste face à la santé tout en produisant de l'utilité économique, car une population en bonne santé est plus productive.

À l'instar de l'agriculture ou du bâtiment, l'assurance est un métier peu délocalisable et fortement ancré dans son pays domestique. Cela lui donne des marges de manœuvre pour développer un modèle social qui recherche l'égalité juste et efficace. Ce modèle repose en synthèse sur une répartition équitable de la création de valeurs, une part prépondérante laissée à la promotion interne, un dialogue social riche et un effort particulier de formation. Nous avons aussi, depuis quelques années, lancé des initiatives concrètes en faveur de la diversité et de la parité, avec des résultats encourageants pour l'ensemble des salariés.

Cette recherche de l'équilibre entre le service optimal aux sociétaires, l'ancrage économique dans les territoires et la responsabilité sociale d'employeur est une préoccupation majeure pour un groupe mutualiste tel que Groupama. Il est important que les salariés se sentent engagés, reconnus et acteurs de leur propre vie, comme de leur entreprise.

En conclusion, croissance et inégalité sont indissociables. Mais trop d'inégalités tue la croissance. Finalement, il s'agit moins de lutter contre les inégalités que de les encadrer afin de rechercher le niveau d'inégalité juste et efficace, garant d'une croissance forte, durable et inclusive.

Faire confiance, donner confiance : les deux clés de la croissance

Frédéric Lavenir

CNP Assurances

► Un exemple d'intégration économique

J'aimerais raconter une petite histoire, celle d'un jeune homme rencontré il y a quelques années dans une antenne de l'Adie. L'Adie est une association de microcrédit française dans laquelle je suis engagé à titre bénévole depuis plusieurs années. Ce jeune homme entre dans cette antenne de l'Adie pour y chercher un financement. Étant d'origine africaine, il avait eu l'idée d'acheter auprès de sa famille en Afrique des objets d'artisanat et de les revendre en France. Mais comme il n'avait pas un sou devant lui, cette idée ne le menait pas bien loin : il était obligé de ne payer qu'après avoir vendu, ce qui nécessairement limitait ses revenus à quelques dizaines d'euros. Il pensait donc que s'il avait un peu d'argent d'avance, il pourrait développer l'affaire.

En l'accueillant à l'Adie, on lui dit que la première chose à faire pour obtenir un prêt était de régulariser sa situation administrative et fiscale. Sa réaction fut étonnante : «Je pensais que ce n'était pas possible, que c'était interdit pour moi», dit-il. La complexité administrative, les taxes ou cotisations à payer avant même le premier euro de chiffre d'affaires, il les percevait comme des obstacles élevés par la société pour lui interdire, de fait, l'entrée dans l'économie officielle. Et pour être honnête, en se mettant à sa place, cette perception était assez compréhensible.

L'Adie l'a aidé à passer les obstacles administratifs et lui a prêté 3 000 euros. Un an après, l'Adie continuait à le suivre : son crédit était remboursé ; il gagnait 1 000 euros nets par mois avec son activité commerciale.

Aujourd'hui, il y a statistiquement 80% de chances pour que ce jeune homme ait un emploi, soit celui qu'il a créé lui-même soit un emploi salarié. Il y a même 20% de chances pour que depuis les quelques années où il a lancé son affaire, il ait embauché quelqu'un. Le bilan de la confiance qu'on lui a accordée, c'est que ce jeune homme produit à peu près 12 000 euros de PIB par an, qu'il a un emploi et qu'il est entré dans la société en contribuant à la croissance.

► **La confiance, levier de la croissance**

Le premier levier de la croissance est la réduction des inégalités par l'accès de tous à la capacité de créer. Je crois ce petit théorème essentiel. Donner cette opportunité de créer repose sur une attitude très simple : la confiance. Or, il y a dans le monde des institutions dont la « matière première » est la confiance, dont le métier est de savoir faire confiance. Je veux parler des institutions financières, banques et assurances.

Comment ces institutions, banques et assurances, peuvent-elles dans la pratique contribuer à la croissance par la réduction des inégalités ?

Tout d'abord, pourquoi une banque ou une compagnie d'assurances ferait-elle confiance à quelqu'un qu'elle ne connaît pas ? Il est facile (et même trop facile parfois) de faire confiance à quelqu'un qu'on connaît bien. En revanche, il est très difficile de faire confiance à quelqu'un qui appartient à un autre monde – au jeune homme de notre histoire, par exemple, qui vient d'en-dehors du cercle connu des institutions établies. Ce premier obstacle ne se surmonte pas simplement : il y faut l'engagement personnel d'hommes et de femmes, dans les institutions financières, convaincus que le risque vaut d'être pris, dès lors qu'il l'est avec discernement et professionnalisme.

► **Il faut être face-à-face**

On se heurte alors à un deuxième obstacle, le plus important en réalité, qui explique que beaucoup d'institutions financières ne savent pas comment avancer. Cet obstacle économique et opérationnel réside simplement dans le fait que pour faire confiance, il faut être face-à-face. C'est difficile lorsqu'on travaille sur de très petits projets ou des populations qui sont loin des points de contact habituels. Par exemple, le jeune homme que nous avons rencontré dans une antenne de l'Adie, ne serait jamais venu dans une banque ; et une banque ne serait jamais venue à lui, car cela revient trop cher d'aller chercher une personne pour prêter 3 000 euros. Notre défi, à nous institutions financières, est donc de trouver les moyens de rejoindre, de toucher, d'être face-à-face avec des populations qui ont besoin de notre confiance et qui doivent nous faire confiance – et ce dans des conditions économiquement rentables. C'est un vrai défi d'innovation et de créativité.

10. La lutte contre les inégalités au bénéfice de la croissance

Par exemple, CNP Assurances distribue au Brésil des produits d'assurance dans des favelas. Nous ne passons pas par des agences, cela reviendrait trop cher d'en ouvrir une pour un produit qui rapporte 5 euros de prime par mois. Nous le faisons via les bureaux de loterie, qui distribuent depuis des décennies des billets de loto dans les favelas et désormais aussi des produits de micro-assurance, qui permettent aux gens de se couvrir contre les risques de la vie. Internet peut également être un puissant outil pour répondre à ce défi majeur qu'est la nécessité de la rencontre effective entre offre des institutions financières et populations en situation d'exclusion ou de pauvreté.